

**Plenary Session A:**  
**Opening Ministerial Segment**  
**Thursday, 3 June, 9.00 – 12.00 h**  
**Venue: Plenary Hall IKBB**

Internationale Konferenz  
für Erneuerbare Energien, Bonn  
International Conference  
for Renewable Energies, Bonn



**Discours prononcé par le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, M. Gerhard Schröder,**  
**à l'occasion de la Conférence internationale sur les énergies renouvelables le 3 juin 2004 à Bonn**

Monsieur le Premier ministre,  
Cher Professeur Töpfer,  
Mesdames et Messieurs,

Bonn est le bon endroit pour discuter des moyens de parvenir à un approvisionnement énergétique durable. N'est-ce pas ici que se trouve le siège du Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et d'autres institutions en rapport avec la protection mondiale du climat? Je trouve également que la date de cette conférence est très bien choisie. Elle est très bien choisie car les événements actuels nous démontrent la nécessité de prendre des engagements solides en vue d'une réorientation de la politique énergétique mondiale. Ceux qui se montrent sinon plutôt hésitants à traiter ce sujet se rendent eux aussi compte entre-temps de l'urgence d'une telle stratégie: les prix élevés de l'énergie, comme c'est actuellement le cas du pétrole, bloquent les chances de développement économique partout dans le monde. Ils menacent la reprise des économies des pays développés. Ils entravent à l'échelle mondiale la lutte contre la faim et la pauvreté. Parallèlement, les événements en Arabie saoudite et en Iraq soulignent de façon dramatique à quel point un approvisionnement énergétique qui s'appuie sur le plus grand nombre possible de sources d'énergie diversifiées est essentiel pour notre sécurité à tous. Il est donc grandement temps, à mon avis, de traduire en actes concrets nos paroles et les déclarations d'intention que nous avons pu prononcer en de multiples occasions. C'est ce que nous avons tenté de faire, mais j'y reviendrai plus tard.

Pour plus de clarté, prenons ce chiffre: les experts estiment que le prix élevé actuel du pétrole engendre dans les seuls pays en développement un surcroît de dépenses de 60 milliards de dollars. Cela représente à peu près le montant de l'aide au développement octroyée dans le monde entier pour une année. Dès aujourd'hui, les pays les plus pauvres d'Afrique dépensent plus de la moitié de leurs recettes d'exportation pour importer du pétrole. Deux milliards d'êtres humains, soit environ un tiers de la population mondiale, n'ont absolument pas accès à un approvisionnement énergétique rationnel et structuré. Ils ne disposent pas du strict minimum: de l'énergie pour faire marcher des pompes à eau et obtenir ainsi de l'eau potable propre ni de l'électricité pour pouvoir prendre part à l'information, à la communication et à l'éducation. Mais il leur manque aussi de l'énergie pour pouvoir transformer eux-mêmes leurs matières premières, ce qui assurerait leur développement économique. Ce qui prouve bien que quiconque veut vraiment combattre la pauvreté et assurer le développement doit disposer de sources d'énergie renouvelables décentralisées et investir dans ce potentiel. Nous avons pris rendez-vous ici à Bonn pour arrêter des dispositions concrètes dans ce but.

Mesdames et Messieurs, les horribles attentats terroristes commis contre des installations pétrolières et tout spécialement contre ceux qui travaillent dans l'industrie du pétrole visent directement à toucher le nerf de l'humanité. C'est pourquoi nous ne devons pas hésiter une seconde à lutter contre les terroristes et surtout contre leurs commanditaires et à les traîner devant les tribunaux. Nous devons aussi détecter et démanteler leurs réseaux et assécher les flux financiers qui alimentent le terrorisme.

Mesdames et Messieurs, si une telle démarche est importante, elle ne suffit pas. Nous devons aussi nous rendre compte que la pétrodépendance unilatérale de l'économie mondiale augmente énormément notre vulnérabilité face à toutes les formes de terrorisme. L'utilité de veiller à l'utilisation décentralisée des énergies renouvelables ne nous est pas seulement dictée par une gestion économique rationnelle. Non, c'est aussi un impératif qui nous est imposé par et pour la sécurité de notre monde seul et unique.

Mesdames et Messieurs, le changement climatique demeure en fin de compte la plus grande menace pour l'environnement que nous connaissions. Nous ne pouvons éviter le scénario catastrophe de la progression des déserts et de l'inondation de vastes régions du monde qu'en réduisant radicalement les émissions de gaz à effet de serre. L'utilisation accrue des énergies renouvelables est donc aussi une question de sécurité environnementale et partant une question de protection de millions de vies humaines. Je pense que c'est également ce qui fait toute l'importance de cette conférence de Bonn.

Mesdames et Messieurs, dans cette question décisive pour notre avenir, nous ne partons pas de zéro mais nous poursuivons ce que nous avons commencé ensemble à Rio en 1992 et à Johannesburg en 2002. C'est là, dans le cadre de la conférence mondiale sur le développement durable, que les pays ont déclaré vouloir augmenter le volume des énergies renouvelables. Une augmentation drastique de l'efficacité énergétique est également requise en parallèle. Nous avons dit ne pas pouvoir attendre que les pays de la terre entière se décident enfin à adhérer au Protocole de Kyoto. Nous avons dit que nous devons agir maintenant si nous voulons pouvoir fournir, d'ici à 2015, à un milliard d'habitants de la planète de l'électricité et de la chaleur produites à partir des énergies renouvelables. C'est précisément parce que nous ne sommes pas parvenus à nous entendre sur des objectifs quantitatifs concrets à Johannesburg que je vous ai tous invités à participer à cette conférence de Bonn. Je vous suis très reconnaissant d'être venus. Car la participation de représentants de plus d'une centaine de pays montre que nous sommes davantage prêts à prendre la responsabilité d'une politique énergétique durable. Cette responsabilité incombe aux pays industrialisés au même titre qu'aux pays émergents et en développement.

Mesdames et Messieurs, l'Allemagne a fait un grand pas ces dernières années vers une plus grande efficacité énergétique et vers l'augmentation de la part des énergies renouvelables. Et j'ajouterai que ce n'est pas toujours chose facile. Nous avons dû surmonter de fortes réticences. Nous avons dû aussi amener la population à changer de mentalité. Mais nous avons avancé. Nous avons pu augmenter de 24 % par rapport à 1990 la productivité énergétique qui est le critère d'une utilisation efficace de l'énergie. Pendant ces seules six dernières années, nous avons doublé la production d'électricité issue des énergies renouvelables. Suite à tous ces efforts, l'Allemagne a pu réduire de 19 % ses émissions de gaz à effet de serre. Dans le même temps, le nombre d'emplois chez les fabricants d'éoliennes, d'installations photovoltaïques, de capteurs solaires et d'autres techniques utilisant les énergies renouvelables augmente.

Mesdames et Messieurs, il est également important de noter ceci: ce secteur emploie dès aujourd'hui environ 120 000 personnes en Allemagne. Chaque année, quelque six milliards d'euros sont investis dans les énergies renouvelables. Si je le souligne, c'est pour qu'il soit clair qu'il est tout à fait absurde de prétendre qu'il existe une contradiction insoluble entre l'écologie, d'une part, et une gestion économique bien comprise, d'autre part. Les chiffres que je viens de vous citer pour l'Allemagne indiquent l'émergence dans notre pays d'une branche économique intéressante et en progression. Il incombe aux pays les plus avancés

technologiquement de donner l'exemple. Qui, sinon les pays qui disposent des technologies les plus pointues, peut fournir les possibilités dont les autres pourront bénéficier? Nous voulons avancer sur de tels chemins. Mais nous ne parviendrons à améliorer les possibilités de telle façon que les pays les plus pauvres puissent en bénéficier eux aussi que si nous arrivons à réduire encore nettement le coût des énergies renouvelables.

Pour être clair ici aussi, je dirai que l'Union européenne s'est fixé pour objectif de porter, d'ici à 2010, sa part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement en électricité à plus de 20 %. D'un autre côté, la Commission européenne vient de constater que nous ne réaliserons pas cet objectif en Europe si les États membres ne redoublent pas leurs efforts. L'Allemagne fait sa part avec la promotion à grande échelle des énergies renouvelables qu'elle vient de décider.

Mesdames et Messieurs, notre pays assume en même temps sa part de responsabilité dans le développement mondial. J'avais promis à Johannesburg que nous investirions, dans le cadre de la coopération au développement, en l'espace de cinq ans, 500 millions d'euros pour les énergies renouvelables et encore 500 millions d'euros pour améliorer l'efficacité énergétique. Ce partenariat auquel nous nous sommes engagés porte déjà des fruits. L'Allemagne aide de nombreux pays d'Afrique et d'Asie à développer les énergies renouvelables et à renforcer l'efficacité des systèmes énergétiques, de la production à la consommation.

Nous mettrons en œuvre, en collaboration avec nos amis français et le gouvernement afghan, un programme destiné à améliorer radicalement la fourniture d'énergie dans ce pays. En Afrique de l'Est, nous aidons à construire des centrales électriques qui produisent de l'électricité à partir de la géothermie. En Égypte, nous aidons à la construction d'une éolienne qui fournira de l'électricité à 340 000 foyers. De concert avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), nous financerons comme prochaine mesure un centre de compétences à Nairobi qui élaborera pour les pays de la région le savoir-faire nécessaire à la valorisation de ces potentiels énergétiques. Nous étendons également notre soutien en Amérique latine et aux Caraïbes. Nous concluons pour ce faire un accord de partenariat avec la Banque interaméricaine de développement (BID) pendant cette conférence. J'ai également abordé ce sujet avec le président du Mexique. Nous avons convenu de rechercher comment organiser ensemble dans ce cas la recherche bilatérale en matière d'énergie.

Mesdames et Messieurs, l'Allemagne fera encore davantage. Le gouvernement fédéral, en collaboration avec l'Institut de crédit pour la reconstruction (KfW), va créer un fonds spécial pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, qui permettra, pendant cinq ans, à compter de 2005, d'octroyer pour 500 millions d'euros maximum de prêts intéressants à des institutions publiques ou semi-publiques, à des banques et aussi à des particuliers pour leur permettre d'investir dans les pays en développement.

Mesdames et Messieurs, l'utilisation efficiente des sources d'énergie et le développement des énergies renouvelables sont la double stratégie en vue d'un approvisionnement énergétique durable à l'échelle mondiale. C'est d'ailleurs la réponse la plus importante que nous puissions donner à la hausse des prix du pétrole. C'est une réponse rationnelle et pas uniquement populiste. Car nous n'avons nul besoin de telles réponses. Je suis certain que nous jugerons également à l'avenir les économies confirmées à l'aune de leur capacité et de leur volonté de recourir à cette double stratégie. Cela ne signifie pas qu'il y ait une panacée unique pour développer les énergies renouvelables. Une bonne politique énergétique doit développer les potentiels d'un pays ou d'une région en fonction de l'environnement économique, social et naturel. Sur cette toile de fond, le programme d'action contiendra d'ambitieux objectifs et des mesures que les pays et d'autres acteurs s'engageront volontairement à respecter.

La priorité est accordée dans ce contexte aux objectifs de développement nationaux et régionaux que nombre de pays se sont d'ailleurs d'ores et déjà fixés ou sont sur le point de le faire. Pour atteindre nos objectifs, il nous faut instaurer un partenariat entre pays industrialisés et en développement. Nous sommes responsables ensemble de la sauvegarde des ressources naturelles de la planète pour les générations futures. Comme les pays industrialisés consomment actuellement les trois quarts des réserves énergétiques, il est de leur devoir d'aller de l'avant. Ce qui n'empêche pas que les pays émergents à la croissance très rapide comme la Chine, l'Inde, le Brésil et aussi le Mexique doivent assumer leur part de responsabilité pour que leur croissance ménage les ressources naturelles.

Dans le cadre de cette responsabilité commune, il faut que nous nous efforcions de créer le maximum de situations que les économistes qualifient de "win-win", c'est-à-dire de coopérations dont profitent les deux partenaires, comme par exemple dans le cas de la modernisation de vieilles centrales électriques. Dans beaucoup de pays le charbon restera encore pendant des années l'épine dorsale de l'approvisionnement en énergie, ne serait-ce que parce qu'il est la seule source d'énergie fossile disponible en grande quantité dans de nombreux pays. Les centrales électriques qui ont un mauvais rendement gaspillent les ressources naturelles et polluent l'environnement. Il est d'autant plus important d'utiliser efficacement le charbon dans des installations à haut rendement. La modernisation des centrales à charbon, en Russie ou aussi en Chine par exemple, ferait bien avancer la protection du climat. C'est pourquoi le partenariat en matière de modernisation des centrales électriques constitue un pas décisif. Il représente dans bien des pays une priorité de la coopération allemande pour le développement. Beaucoup de partenaires ont accepté pour cela la proposition que nous leur avons faite de profiter de notre excellent savoir-faire technique. Un autre exemple, Mesdames et Messieurs, concerne le développement des énergies renouvelables dans les pays riches en carburants fossiles, tels le pétrole. En utilisant eux-mêmes moins de combustibles pour leur propre consommation, ces pays peuvent faire durer leurs réserves plus longtemps.

Mesdames et Messieurs, nous serons tous jugés en fonction de notre capacité à présenter un programme d'action qui fasse réellement progresser le développement des énergies renouvelables à l'échelle mondiale. Les actions des gouvernements et des institutions internationales, associées aux divers objectifs nationaux et régionaux, sont essentielles dans ce contexte. Pour les pays en développement, il s'agit maintenant d'asseoir le financement du développement sur une base plus large. Je me félicite donc infiniment que la Banque mondiale émette un signal fort en ce sens. Nous nous efforcerons d'étendre la promotion des énergies renouvelables aux banques de développement régionales.

Mais ce sont en particulier les initiatives de l'économie privée qui jouent un rôle décisif. Le développement des énergies renouvelables est un grand marché d'avenir dans lequel cela vaut la peine d'investir. Les nouvelles technologies et la gestion des systèmes d'approvisionnement énergétique exigent des entreprises travaillant de façon professionnelle et qui apportent vraiment leur savoir-faire dans ce domaine.

Mesdames et Messieurs, nous n'avons pas encore trouvé de réponse vraiment globale à la plupart de ce que nous appelons les "défis planétaires". Aux Nations Unies, par exemple, les énergies renouvelables occupent encore aujourd'hui une place subalterne. Certes, nombreuses sont les organisations qui traitent de ce sujet, mais je ne vois pas encore de donneur d'impulsions mondial qui fasse avancer systématiquement la cause commune. Nous devons instaurer justement dans un domaine comme l'approvisionnement en énergie de nouveaux partenariats et réseaux au sein desquels les acteurs publics et privés, nationaux et internationaux travailleront ensemble dans la continuité.

Si j'ai bien lu les nouvelles dans les journaux, il me semble que le Forum des Parlementaires, qui s'est tenu hier en marge de la conférence, a abouti à la même conclusion, même si la configuration et la forme juridique de cette coopération n'ont pas non

plus été fixées à cette occasion. Je pense néanmoins qu'il s'agit là d'un élan fort qui devrait être mis à profit.

Mesdames et Messieurs, le Protocole de Kyoto revêt dans ce contexte une remarquable importance. Ses instruments flexibles soutiennent le processus de modernisation de l'approvisionnement énergétique. Le Protocole de Kyoto incite les pays industrialisés à renforcer leurs investissements dans les énergies renouvelables des pays en développement. Les émissions de gaz à effet de serre ainsi évitées peuvent être portées au compte des investisseurs. Cette méthode offre de façon générale aux pays industrialisés comme aux pays en développement beaucoup de possibilités de progresser concrètement sur la voie d'un approvisionnement énergétique durable. Mais une chose est claire: pour pérenniser ce processus, il faut que ce Protocole de Kyoto entre en vigueur. C'est pourquoi j'espère que la Russie notamment, mais aussi d'autres pays le ratifieront prochainement. Nous devrions également dire ceci à nos amis russes à partir de cette enceinte: les mesures prévues par le Protocole sont pour la Russie justement une chance exceptionnelle de moderniser son approvisionnement en énergie.

Mesdames et Messieurs, cette conférence montrera que la communauté internationale aborde les questions cruciales concernant notre avenir avec détermination même dans les moments parfois difficiles. Nous devons satisfaire à de grandes attentes et signaler notre courage, notre responsabilité et notre confiance. Notre objectif, qui consiste, à travers les énergies renouvelables, à accroître la prospérité et le développement, et à améliorer la protection du climat et la sécurité, justifie, selon moi, tous les efforts. C'est pourquoi je tiens à vous souhaiter beaucoup de succès dans le cadre de cette conférence.